

*Impôt sur le revenu*

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, je viens d'expliquer d'une façon assez élaborée qu'il y a beaucoup d'avantages. Je pourrais en ajouter d'autres à ce moment-ci. Par exemple, certaines compagnies permettent à leurs employés d'obtenir des biens de consommation. Si vous travaillez pour Simpsons-Sears, on peut vous permettre d'acheter des biens à un prix moins élevé que pour les autres consommateurs. Il faudrait à ce moment-là intervenir aussi, et il y a toutes sortes de situations. L'honorable député a demandé quelle mesure nous employons. C'est une mesure qu'on appelle en terme bien commun «le jugement».

[Traduction]

**M. Stevens:** Monsieur le président, peut-être que le ministre a abordé la lettre à laquelle je fais allusion sans songer que l'exemple qu'il nous a donné correspond exactement à un autre exemple donné par ce contribuable. Il déclare que s'il travaillait pour Simpsons-Sears ou pour Eaton, il bénéficierait d'un escompte de 15 ou 20 p. 100 sur ses achats. Le gouvernement prétend-il que cela va être considéré comme un revenu à l'avenir afin d'éliminer toute injustice que pourrait ainsi créer cette situation, à son avis?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, le gouvernement fédéral n'a pas l'intention de présenter une telle mesure.

[Traduction]

**M. Alexander:** Monsieur le président, j'ai une courte question à poser. Je voudrais que le ministre se reporte aux notes explicatives. Sous la rubrique du revenu réputé, figure une explication qui contient les paroles suivantes:

... la Loi soit modifiée afin d'exiger qu'un employé, un actionnaire ...

Voici maintenant les mots qui sont sujets à caution:

... ou une personne liée incluse dans son revenu la fraction

a) les intérêts pour l'année, calculés au taux prescrit, sur des prêts consentis par un employeur ou une corporation ...

L'expression «ou une personne liée» figurant dans le paragraphe initial est omise dans la note explicative à l'alinéa où il est question «des intérêts pour l'année, calculés».

Le ministre comprend-il où je veux en venir car cela est très important à mon avis.

**M. Chrétien:** Monsieur le président, la substance de cette mesure réside dans l'article en question. Si l'honorable député avait bien lu l'article, il constaterait que le problème n'existe pas dans le texte même de la loi.

**M. Alexander:** Monsieur le président, j'ai effectivement lu la loi et je lis également les notes explicatives. Je ne peux obtenir de renseignements qu'à partir de ce que nous communiquent le ministre sous forme de notes explicatives. Dans un cas, il est question «d'employé, actionnaire ou personne liée» ceci se rapportant à «des intérêts pour l'année, calculés au taux prescrit sur des prix consentis par un employeur ou une corporation» mais omet l'expression «ou une personne liée». Je voudrais connaître la raison de cette omission. J'ai lu la loi et je n'y ai pas trouvé la réponse. Peut-être que le ministre pourrait me donner une explication.

**M. Chrétien:** Si l'honorable député se donnait la peine de lire l'article 35(1) où il est fait allusion à l'article 80.4 de la loi, il y trouverait l'explication. Les articles 2 et 35 sont reliés.

● (2022)

**M. Kempling:** Pour faire suite aux questions concernant l'article 2, le ministre voudrait-il éclaircir plusieurs points relatifs aux frais de déménagement et nous dire si ces frais sont visés. Nous savons tous que la mobilité des gens a aujourd'hui beaucoup d'importance pour l'industrie. Les entreprises, surtout celles qui sont en difficulté, déplacent leurs employés d'une ville à l'autre, ainsi que des administrateurs. A part les allocations consenties pour l'achat de maisons, qu'en est-il des frais de déménagement en général? Seront-ils considérés comme un revenu?

**M. Chrétien:** Le bill comporte une disposition concernant les allocations de déménagement; je vais vous dire de quel article du bill il s'agit.

**M. Kempling:** L'article s'applique-t-il aux allocations pour moquette et tentures, aux indemnités pour compenser les pertes sur le plan immobilier ou le prix plus élevé de la nouvelle résidence, la prime de déménagement, les allocations pour l'éducation des enfants—cet article prévoit-il tout cela?

**M. Chrétien:** L'article 27 du projet de loi porte sur les allocations de déménagement. Nous modifions les dispositions. L'article ne vise pas les frais pour l'éducation des enfants.

**M. Kempling:** Avez-vous dit que l'éducation n'était pas comprise?

**M. Chrétien:** Les frais d'inscription dont parle le député ne sont pas considérés comme dépenses de déménagement.

**M. Kempling:** C'est une question d'interprétation. Qu'en est-il des autres points que j'ai mentionnés? Lorsqu'un cadre d'une société est affecté à un nouveau poste et qu'il doit déménager, il reçoit une allocation de déménagement pour la décoration de son nouveau logement, les tentures, les tapis, etc. Est-ce qu'on considère cette allocation comme faisant partie du revenu?

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le président, l'article 27 contient une définition de ce qui est admissible comme dépenses de déménagement, savoir les draperies ou les choses de ce genre, un certain nombre de choses qui depuis longtemps sont définies comme étant des dépenses de déménagement, et qui sont prévues dans la loi de l'impôt sur le revenu qui sera modifiée par l'article 27.

Évidemment, il faut comprendre, monsieur le président, que je ne peux agir ici comme avocat du ministère et donner toutes les définitions de chacune des choses qu'on peut déterminer. Ce sont les modifications au bill que nous étudions présentement, et quand le bill sera adopté, les contribuables sauront à quoi s'en tenir. Ici, il y a une série de dépenses de déménagement qui seront admissibles en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu.

[Traduction]

**M. Alexander:** Je viens de trouver l'article 35 et j'aimerais quelques renseignements. J'aimerais savoir s'il doit exister un rapport étroit entre le particulier qui obtient le prêt et le cadre ou l'employé. A-t-on défini le terme «lien» dans la loi pour savoir quel degré d'éloignement il peut y avoir avant que les dispositions prévues dans cet article s'appliquent, et dans ce cas, où se trouve cette définition?